

Monsieur le Directeur du CNPE EDF
Centrale nucléaire
57570 CATTENOM

Monsieur le Directeur,

Mardi 16 novembre au matin, le service de gardiennage nous a interdit de diffuser les tracts Lutte Ouvrière à la porte du CNPE. Il a fait appel à la gendarmerie qui, après un contrôle d'identité, nous a expulsés de l'entrée des piétons où nous avons coutume de venir, nous refoulant aux entrées du parking des voitures.

Soucieux de notre sécurité ainsi que de celle du personnel éberlué de nous voir slalomer entre les voitures pour tenter de diffuser notre presse sous une pluie battante, nous avons dû cesser la diffusion, ce qui est une atteinte à la liberté d'expression.

Depuis des années, nous distribuons des tracts à l'entrée des piétons, à l'extérieur de la clôture du site. Cela s'est toujours déroulé dans de bonnes conditions, sans provoquer la moindre gêne pour les salariés du CNPE et en bonne intelligence avec le service de gardiennage.

J'avoue ne pas comprendre ce qui motive ce changement d'attitude de la part de vos services. Certes, ce terrain est une propriété privée mais cela n'est pas nouveau. D'ailleurs, cette propriété "privée" a été achetée et bâtie avec l'argent des citoyens qui ont financé la construction du parc nucléaire. Nous imposer de rester en limite de propriété sur la D1, revient de fait à empêcher la diffusion de notre presse ou à faire courir des risques de bouchons aussi stupides qu'inutiles, voire d'accidents de la route pour le personnel ou corporels pour nos diffuseurs.

La distribution de tracts ou la venue de candidats lors des élections fait partie des droits démocratiques dans une république. A ce que je sache, l'actuel maire de Thionville, Bertrand Mertz, comme celui de Terville, Patrick Luxembourger, n'ont pas été soumis à contrôle d'identité ni expulsés de la porte lors de leur venue aux précédentes élections ! Que la Centrale soit entourée de barbelés pour des raisons de sécurité ne change rien au fait que les employés d'EDF ou des entreprises sous-traitantes restent des citoyens à part entière.

Le président de la République lui-même ne s'est pas gêné pour visiter des entreprises en grande pompe, comme Gandrange l'an dernier, ou, lorsqu'il n'était que candidat, Viessmann à Faulquemont pour s'adresser à leur personnel. Et les citoyens ordinaires n'auraient pas le droit de diffuser plus modestement leur presse à la porte des entreprises ?

C'est pourquoi, afin de respecter tout à la fois la liberté d'expression et la sécurité, je vous demande expressément de faire cesser l'intervention du service de gardiennage contre nos diffuseurs à l'entrée des piétons du CNPE.

En espérant que vos services ne persévéreront pas dans leur attitude aussi dangereuse qu'antidémocratique, veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées.

Etienne HODARA

Copie :

- Les organisations syndicales CGT, CFDT, CFTC, FO et CGC
- M. les Maires de Cattenom, Thionville et Terville